

Une commission du Parlement européen retoque une proposition de Bruxelles

© 12/02/2014 |  Terre-net Média

BRUXELLES, 11 fév 2014 (AFP) - La commission de l'agriculture du Parlement européen a rejeté mardi à la quasi unanimité une proposition de l'exécutif européen visant à « simplifier » la commercialisation des semences.

Ce projet de la Commission européenne a ainsi été retoqué pour la seconde fois au Parlement européen. Comme leurs collègues de la commission de l'environnement il y a un mois, les eurodéputés membres de la commission de l'Agriculture ont rejeté le projet par 37 voix contre 2. Les parlementaires craignent que le texte donne à la Commission des pouvoirs trop larges et menace la biodiversité. Après son rejet en commission de l'agriculture, la proposition sera examinée par le Parlement en plénière. Et si la plénière suit la recommandation de la commission de rejeter la proposition, le président du Parlement européen demandera à la Commission de la retirer.

Le commissaire chargé de la Santé et de la Consommation, Tonio Borg, avait présenté en mai un projet censé harmoniser et **accélérer le processus d'enregistrement des semences** sur le catalogue officiel européen qui recense les quelque 30.000 variétés autorisées à la culture au sein de l'UE. L'argument est rejeté par les Verts, qui dénoncent un projet profitant au « lobby des semences » en intensifiant la concentration du marché au détriment de la protection de la biodiversité, des fermiers et des consommateurs. Selon l'eurodéputé écologiste belge Bart Staes, le marché européen, le troisième au monde et qui pèse 7 milliards d'euros, « est déjà très concentré » et la France s'en est attribué le tiers. « Dans le cas du maïs, par exemple, cinq grandes compagnies contrôlent les trois quarts » du marché, a-t-il relevé. **Lutter contre la standardisation des semences** « est une question de sécurité alimentaire, car nous ne savons pas quels défis climatiques ou sanitaires attendent l'agriculture », a expliqué sa collègue finlandaise, Satu Hassi.

Les élus de droite reprochent, eux, à la Commission de vouloir imposer un cadre trop rigide et de s'arroger trop de compétences sur ce dossier au détriment des Etats.